



Hiver 1990 (Vol. 2, N^o. 4) numéro d'article 2

Formation de la main-d'œuvre: un défi pour les années 90¹

Andrew Sharpe

L'importance de l'éducation et de la formation pour la prospérité future du Canada est un sujet d'actualité depuis quelques années déjà. On s'intéresse particulièrement au rôle du système d'enseignement et à celui du réseau de formation au Canada dans la réalisation de notre potentiel économique en terme de niveau d'emploi et de croissance de la productivité.

Cet article traite du réseau de formation au Canada et notamment des mesures à adopter afin de répondre aux besoins de la main-d'œuvre dans les années 90. Par exemple, existe-t-il des programmes de formation pour tous les travailleurs qui en ont besoin? Y a-t-il suffisamment de programmes de formation en milieu de travail pour répondre à la demande sans cesse croissante d'ouvriers qualifiés dans l'industrie?

Capacités fondamentales de la main-d'œuvre canadienne

Les employeurs canadiens déplorent souvent le fait que la main-d'œuvre ne maîtrise pas suffisamment les capacités fondamentales de lecture, d'écriture et de calcul. Sans elles, les travailleurs ne peuvent jouer un rôle efficace au sein d'un milieu de travail moderne. Par exemple, ils peuvent se trouver dans l'impossibilité de lire des manuels, d'effectuer des calculs arithmétiques, de faire fonctionner des machines complexes, d'utiliser les technologies de l'information et d'accomplir une multitude d'autres tâches. En l'absence des rudiments de lecture, d'écriture et de calcul, les travailleurs sont donc moins en mesure de s'adapter à l'évolution de la conjoncture économique et ne sont pas préparés à maîtriser les nouvelles techniques.

Il est vrai que le niveau moyen de scolarité de la population active canadienne a progressé considérablement depuis plusieurs décennies, et on peut s'attendre à ce que cette progression se poursuive ▼[2](#). Cette tendance vient du fait que les jeunes entrant sur le marché du travail ont, en moyenne, un niveau plus élevé de scolarité que ceux qui en sortent. Néanmoins, les inquiétudes manifestées au sujet des connaissances élémentaires de la population active canadienne sont bien fondées, pour au moins deux raisons.

Tout d'abord, la proportion de la main-d'œuvre nécessitant au moins un strict minimum de capacités fondamentales, augmente rapidement. La mécanisation a éliminé les emplois non spécialisés dans les professions et les secteurs les plus divers. Les nouvelles occasions d'emploi sont concentrées dans les professions exigeant plus d'un niveau de base d'aptitude à lire et à compter et, bien souvent, un niveau avancé. Ainsi, l'emploi dans les industries primaires comme l'exploitation forestière et l'extraction minière, qui n'exigeait auparavant que peu de scolarité, a chuté dans les années 80. Par ailleurs, plus des deux tiers de l'augmentation nette du niveau de l'emploi depuis 1981 a été observée parmi les cadres et dans les professions libérales. Inutile de mentionner que le niveau des connaissances et des compétences requis dans ces professions est assez élevé.

On prévoit le maintien sinon l'accélération de cette tendance dans les années à venir. Emploi et Immigration Canada estime que 64% de tous les emplois créés entre 1986 et l'an 2000 exigeront plus de 12 années de scolarité et de formation alors que près de la moitié des nouveaux emplois requerront plus de 17 années ▼[3](#).

Une autre raison de se préoccuper de cette question est que tout porte à croire que les employeurs ont raison de se plaindre du piètre degré de connaissance élémentaire de leurs employés, malgré l'accroissement soutenu du niveau de scolarité de la population active. Les résultats de l'Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement⁴, de Statistique Canada, montrent que 38% des Canadiens âgés de 16 à 69 ans - 6.8 millions de personnes - ne peuvent pas faire face à la plupart des exigences de la vie quotidienne en matière de lecture ([tableau 1](#)). Comme on pouvait s'y attendre, on retrouve cette incapacité le plus souvent chez les personnes ayant un faible niveau de scolarité. La proportion est également plus élevée chez les immigrants, les résidents des provinces de l'Atlantique et du Québec et les personnes plus âgées ▼[5](#). [*Le prochain article de ce numéro présente de plus amples informations tirées de cette enquête. - Réd.*]



Tableau 1 Répartition en pourcentage de la population âgée de 16 à 69 ans, selon les différents niveaux d'aptitude à la lecture, 1989

Source : Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement



Graphique A **Pourcentage des personnes âgées de 16 à 69 ans avec capacité de lecture des niveaux 1, 2 et 3, 1989.**

Source : Enquête nationale sur les capacités de lecture et d'écriture

Note : Les données de l'Île-du-Prince-Édouard comportent un niveau trop élevé de variabilité d'échantillonnage pour permettre leur diffusion.

Le fait que la main-d'œuvre canadienne ne sache pas suffisamment lire, écrire et compter a des conséquences appréciables. Le Canadian Business Task Force on Literacy a estimé qu'en 1988 le coût direct de l'analphabétisme au Canada était de l'ordre de \$4 milliards pour les entreprises et d'environ \$10 milliards pour la société en général [▼6](#). Une enquête récente du Conference Board of Canada [▼7](#) a révélé qu'un niveau insuffisant d'aptitude à lire, écrire et compter engendre des problèmes dans l'introduction de nouvelles technologies et le recyclage professionnel des travailleurs.

Un des grands défis des années 90 sera l'élaboration de programmes susceptibles de relever le niveau des capacités fondamentales de la main-d'œuvre. Étant donné le ralentissement prévu de la croissance de la population active, le Centre canadien du marché du travail et de la productivité estime qu'environ les deux tiers de ceux qui composeront la population active en l'an 2005 s'y trouvent déjà. En 1989, seulement la moitié de la population active était déjà sur le marché du travail 15 ans plus tôt. Cela signifie que le problème à régler devient celui de l'amélioration du niveau de connaissance de base des membres de la population active actuelle et moins le problème de ceux qui quittent le système d'enseignement avec un niveau adéquat.

Les programmes d'alphabétisation liés à l'emploi en particulier offrent une excellente occasion de corriger les lacunes dans les capacités fondamentales des travailleurs. Les programmes d'alphabétisation les plus efficaces, a-t-on constaté, sont ceux qui enseignent la lecture et le calcul en «contexte fonctionnel», c'est-à-dire en relation directe avec l'emploi.

Programmes de formation au Canada

Les programmes de formation au Canada permettent d'acquérir aussi bien une compétence de base qu'une compétence plus spécialisée. Dans de nombreuses professions, la demande sans cesse croissante de travailleurs spécialisés dépasse largement la capacité du système d'enseignement et même de l'immigration de combler le déficit de travailleurs. Cette situation a engendré une pénurie d'experts. La meilleure preuve en est le nombre croissant de professions où l'on observe une telle pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Ces professions incluent les contrôleurs de la circulation aérienne, les ingénieurs en aérospatiale, les programmeurs, les analystes fonctionnels et les ingénieurs en électricité [▼8](#). Dans le passé, les ralentissements économiques ont atténué sinon éliminé les pénuries de main-d'œuvre.

Aujourd'hui, les pénuries de main-d'œuvre spécialisée semblent être concentrées dans des secteurs moins sensibles aux cycles économiques ou dans des professions jugées indispensables à la vigueur d'une entreprise. Par conséquent, elles sont peut-être plus structurelles que cycliques et on ne pourra les atténuer qu'en augmentant, grâce à la formation et peut-être à l'immigration, l'offre de travailleurs spécialisés.

Notre capacité de résoudre ce problème repose donc essentiellement sur l'efficacité des programmes de formation offerts dans les secteurs privé et public au Canada. À ce propos, il convient de souligner un certain nombre de tendances:

- par salarié, les entreprises canadiennes consacrent à la formation moins de la moitié des sommes que les entreprises américaines y consacrent;
- seulement 31% environ des entreprises canadiennes font de la formation structurée;
- les sommes consacrées à la formation par le gouvernement fédéral, en proportion du Produit intérieur brut (PIB), ont baissé depuis 1984-85;
- les personnes ayant un faible niveau d'instruction ont une plus faible propension à recevoir de la formation que la moyenne.

La source d'information la plus complète sur la situation de la formation dans le secteur privé au Canada est l'Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines, que Statistique Canada a réalisée auprès des établissements pour le compte d'Emploi et Immigration Canada [▼9](#). Cette enquête a révélé qu'en 1986-1987 les entreprises canadiennes avaient dépensé \$1.4 milliard pour la formation, soit l'équivalent d'environ 0.6% de l'ensemble des salaires ou de 0.24% du PIB. Ce qui équivaut à environ \$160 par salarié et représente moins de la moitié des frais de formation engagés par les entreprises américaines [▼10](#). Cet écart vient peut-être du fait que le secteur privé des États-Unis, est plus orienté vers la formation.

Une constatation particulièrement digne de mention de l'Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines est que seulement 31% des entreprises offrent effectivement de la formation structurée à leurs employés. La formation est relativement peu courante dans les petites entreprises: 27% des entreprises comptant moins de 10 employés en offrent, comparativement à 76% des entreprises de 100 employés ou plus et à 92% de celles comptant 1,000 employés ou plus.

Le retard du Canada en matière de formation en milieu de travail est également mis en évidence par le World Economic Forum, qui classe les pays selon un grand nombre de critères de compétitivité. En 1990, le Canada se classait au deuxième rang parmi les 23 pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) en ce qui a trait aux ressources humaines, en raison de sa population relativement jeune, de la croissance rapide de sa population active, du montant élevé des dépenses publiques consacrées à l'éducation et du haut taux d'inscription enregistré aux niveaux de l'enseignement secondaire et postsecondaire. Cependant, pour ce qui est de la capacité des programmes de formation professionnelle à répondre aux besoins d'une économie compétitive, le Canada se classait beaucoup moins bien, se contentant du 16^{ème} rang¹¹, soit une perte de terrain par rapport à l'année

précédente, où il occupait le 11^{ème} rang.



Tableau 2 **Participation et dépenses de formation, selon la taille de l'entreprise, 1986-1987**

Source : Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines



Graphique B **Proportion des compagnies offrant de la formation selon la taille de la compagnie, 1986-87.**

Source : Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines

Par opposition au secteur privé, les dépenses en formation du secteur public au Canada dépassent, toutes proportions gardées, celles des États-Unis. Les données de l'OCDE pour 1988 montrent que les sommes consacrées à la formation des adultes sur le marché du travail au Canada représentaient 0.20% du PIB, ce qui plaçait le Canada au dixième rang des 23 pays de l'OCDE. Aux États-Unis, les dépenses de formation représentaient 0.11% du PIB. Malgré le niveau supérieur des dépenses publiques au Canada, les dépenses totales tant publiques que privées au titre de la formation, demeuraient proportionnellement plus élevées aux États-Unis (0.77% du PIB contre 0.46% en 1987)[12](#).



Graphique C **Dépenses publiques allouées à la formation des adultes sur le marché du travail dans les pays de l'OCDE, 1988.**

Source : OCDE Perspectives de l'emploi, juillet 1989

En chiffres absolus, les dépenses du gouvernement fédéral pour la formation sont demeurées relativement stables depuis le milieu des années 80. Au cours de l'année financière 1984-1985, le total des dépenses fédérales en formation, faisant partie du programme Planification de l'emploi, ce qui comprend le soutien du revenu, l'aide à l'industrie et l'achat direct de cours, a atteint \$1,096.7 millions ([tableau 3](#)). En 1989-1990, ce total augmentait légèrement à \$1,122.3 millions. En proportion du PIB, ces dépenses sont

passées de 0.24% à 0.17%. La Stratégie de mise en valeur de la main-d'œuvre¹³, annoncée par le gouvernement fédéral en avril 1989, accorde une plus grande importance à la formation. Le gouvernement entend utiliser le revenu des primes d'assurance-chômage pour financer des dépenses supplémentaires de formation. Ce changement de position pourrait inverser la tendance à la baisse des dépenses fédérales dans ce domaine.



Tableau 3 **Planification de l'emploi: dépenses nationales de formation, 1976-1977 à 1989-1990**

Source : Données non publiées fournies par Emploi et Immigration Canada

Compte tenu de la tendance de ces dépenses fédérales, il ne faut pas s'étonner de la chute du nombre d'inscriptions aux cours de formation en établissement, parrainés par l'État. Entre le milieu des années 70 et l'année financière 1985-1986, ce nombre a baissé de 20% malgré une forte augmentation de l'effectif des 20 à 54 ans, qui représente la majeure partie des personnes inscrites à ce genre de cours. Depuis 1986-1987, la tendance est toujours à la baisse.

Les résultats de l'Enquête sur l'activité (EA) de 1987 menée par Statistique Canada, fournissent des renseignements intéressants sur la proportion de personnes ayant reçu de la formation, selon des caractéristiques personnelles. Cette enquête demandait aux répondants si, au cours de l'année 1987, ils avaient participé à un programme de formation professionnelle, de rattrapage scolaire ou d'initiation à la vie professionnelle parrainé par Emploi et Immigration Canada et s'ils avaient suivi tout autre cours de plus de 25 heures dans le but de se perfectionner ou d'apprendre un nouveau métier. Plusieurs observations intéressantes ressortent de cette enquête:

- seulement 5.3% des personnes âgées de 16 à 69 ans ont répondu qu'elles avaient reçu de la formation en 1987 ([tableau 4](#));
- fait peu étonnant, la proportion de personnes ayant reçu de la formation diminue rapidement lorsqu'il s'agit du groupe des 45 ans et plus et en particulier celui des 55 ans et plus;
- la proportion de personnes ayant reçu de la formation est moins élevée chez les personnes ayant un faible niveau d'instruction.



Graphique D **Inscription aux cours de formation en établissement parrainés par le gouvernement fédéral.**

Source : Données non-publiées d'Emploi et Immigration Canada



Tableau 4 Proportion de personnes ayant reçu de la formation, selon des caractéristiques personnelles, 1987

Source : Enquête sur l'activité, données calculées par le Centre canadien du marché du travail et de la productivité

Le bilan que dresse l'EA des programmes de formation au Canada n'est guère encourageant. Compte tenu de l'importance accrue de la formation dans les années 90, en raison de la demande croissante de travailleurs qualifiés, les programmes de formation en vigueur ne sont peut-être pas à la hauteur des besoins actuels. De plus, les personnes n'ayant pas fait d'études postsecondaires ont moins de chance d'obtenir de la formation que celles ayant complété au moins quelques années d'études postsecondaires.

Tous reconnaissent l'importance d'améliorer les compétences de la main-d'œuvre pour assurer la vigueur de l'économie canadienne dans les années 90. Dans cette optique, nous avons déjà mentionné la Stratégie de mise en valeur de la main-d'œuvre, élaborée par le gouvernement fédéral et qui met l'accent sur la formation. Dans une enquête récente menée auprès des dirigeants patronaux et syndicaux¹⁴, le Centre canadien du marché du travail et de la productivité a observé que les deux groupes misaient en tout premier lieu sur la formation et l'enseignement pour accroître la compétitivité internationale du Canada ([tableau 5](#)).



Graphique E Fréquence de la formation selon la province pour les personnes âgées de 16 à 69 ans, 1987

Source : Enquête sur l'activité



Table 5 Facteurs jugés essentiels par les dirigeants patronaux et syndicaux pour accroître la compétitivité du Canada

Source : Position des dirigeants des milieux d'affaires et des syndicats sur la formation et l'éducation, Centre canadien du marché du travail et de la productivité, janvier 1990. Cette enquête a été réalisée au printemps 1989.

Conséquences et conclusions

Cet article porte essentiellement sur les besoins en formation de la main-d'œuvre canadienne dans les années 90. En effet, dans les années qui viennent, les secteurs public et privé auront vraisemblablement pour mission de corriger les lacunes graves observées au niveau des capacités de base des nombreux travailleurs canadiens. À l'heure actuelle, le Canada semble être en retard sur ses principaux compétiteurs au plan de la formation en milieu de travail.

Si l'on ajoute à cela la demande sans cesse croissante de travailleurs qualifiés, le pays pourrait bien se diriger vers une crise de la main-d'œuvre. D'une part, les travailleurs non qualifiés pourraient avoir de plus en plus de difficulté à se tailler une place acceptable sur le marché du travail. D'autre part, les entreprises incapables de recruter de la main-d'œuvre qualifiée, pourraient voir ralentir leur développement et devoir créer leur propre programme de formation ou élargir les programmes internes existants.

Un nombre considérable de rapports ont fait état de la question récemment et ont souligné les conséquences que cette situation peut avoir pour l'économie canadienne [▼15](#). Ils font ressortir l'importance d'accroître l'efficacité de nos programmes de formation. Tous, sans exception, ont souligné la nécessité, pour le Canada, de changer les mentalités afin que l'enseignement et la formation occupent une place beaucoup plus grande.

L'évolution rapide de la technologie et de la conjoncture économique fait qu'aujourd'hui les travailleurs doivent se perfectionner sans cesse et acquérir de nouvelles compétences. Les employeurs, les syndicats, les gouvernements et, bien sûr, les salariés ont tous un rôle à jouer pour que les besoins en formation des années 90 soient satisfaits.

Notes

Note 1

Cet article s'inspire d'une communication intitulée «Les défis pour le Canada dans le domaine de l'enseignement et de la formation», présentée au colloque annuel de l'Association des économistes québécois sur L'éducation et la formation à l'heure de la compétitivité internationale, Hull (Québec) les

19 et 20 avril 1990.

Note 2

Par exemple, les données de l'Enquête sur la population active révèlent qu'en 1975, 20.3% de la population active avait huit ans ou moins de scolarité. En 1989, cette proportion n'était plus que de 8.9%. Par ailleurs, la part de la population active ayant un grade universitaire est passée de 9.2% en 1975 à 14.9% en 1989. Voir [Statistique Canada](#), *Moyennes annuelles de la population active* (1983); et [Statistique Canada](#), *La population active* (1990).

Note 3

Voir [Emploi et Immigration Canada](#), *Le Nouveau mode d'emploi: profil de la croissance du marché du travail* (1989).

Note 4

Voir [G. Montigny](#), *L'enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement: capacités de lecture* (1990). Cette enquête a permis de regrouper les Canadiens de 16 à 69 ans en quatre différents niveaux d'aptitude à lire, écrire et compter suivant les résultats de tests passés dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada. Les personnes des niveaux 1, 2 et 3 sont considérées comme n'ayant pas les capacités suffisantes pour faire face aux exigences de la vie quotidienne en matière de lecture. L'étude Southam sur l'alphabétisation a révélé qu'en 1987, 24% de la population de 18 ans et plus - 4.5 millions de personnes - étaient analphabètes (suivant la définition que l'étude avait de la capacité de lire et d'écrire). Voir [The Creative Research Group Ltd.](#), *Literacy in Canada: A Research Report* (1987), préparé pour Southam News.

Note 5

Le volet de l'enquête consacré aux capacités de calcul, dont les résultats ont été publiés le 17 juillet 1990, a permis de faire des observations similaires.

Note 6

Voir [Canadian Business Task Force on Literacy](#), *Le coût de l'analphabétisme au Canada* (1988). Les estimations ont été établies par la firme de conseillers en gestion Woods Gordon à la suite d'une analyse des ouvrages publiés sur la question et d'interviews réalisées avec des représentants d'organismes privés et publics au Canada et aux États-Unis. Le groupe de travail précise que ses estimations doivent être interprétées avec prudence étant donné leur exactitude contestable (ce ne sont que des conjectures) et que le rapport en question doit surtout être vu comme un premier pas vers une recherche plus approfondie.

Note 7

Voir [B. Des Lauriers](#), *Canadian Business Review* (1989).

Note 8

Voici deux documents où l'on peut trouver une liste des professions en pénurie de main-d'œuvre, voir [M.](#)

[Charron et al.](#), *Surplus et pénuries de main-d'œuvre dans les diverses régions, 1990* (1989); et [Ministère de la Formation professionnelle](#), *S'adapter au changement: un aperçu des questions relatives au marché du travail en Ontario* (1988). Les projections de la croissance globale de la demande de main-d'œuvre pour diverses professions spécialisées au Canada pour la période 1986-1995 se trouvent dans [Emploi et Immigration Canada](#), *Emploi-avenir: perspectives professionnelles jusqu'à 1995* (1987).

Note 9

Voir [Statistique Canada](#), *Rapport: Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines* (1989).

Note 10

Voir [Emploi et Immigration Canada](#), *Le Nouveau mode d'emploi: profil de la croissance du marché du travail* (1989).

Note 11

Voir [Institut pour l'Enseignement des Méthodes de Direction de l'Entreprise \(IMEDE\)](#) et [World Economic Forum](#), *The World Competitiveness Report, 1990* (1990).

Note 12

La proportion pour les États-Unis a été tirée du livre de [A. Carnevale et L. Gainer](#), *The Learning Enterprise* (1989). La proportion pour le Canada a été calculée à partir des résultats de l'Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines, 1987.

Note 13

Voir [Emploi et Immigration Canada](#), *Le Nouveau mode d'emploi: énoncé de politique: une stratégie de mise en valeur de la main-d'œuvre canadienne* (1989).

Note 14

Voir [Centre canadien du marché du travail et de la productivité](#) (CCMTP), *Position des dirigeants des milieux d'affaires et des syndicats sur la formation et l'éducation* (1990).

Note 15

Ces rapports comprennent: deux documents du CCMTP, le [Rapport du Groupe de travail patronal/syndical sur l'adaptation: travaillons ensemble à gérer le changement](#) (1989) et le [Rapport des groupes de travail du CCMTP sur la stratégie de la mise en valeur de la main-d'œuvre](#) (1990); le rapport du [Conseil consultatif sur l'adaptation](#) du gouvernement fédéral, intitulé *S'adapter pour gagner: rapport du Conseil consultatif sur l'adaptation* (1989) (connu aussi sous le nom de rapport de Grandpré); la déclaration de principe commune des provinces et territoires intitulée [Partenaires pour l'avenir: stratégie d'adaptation et de mise en valeur des ressources humaines pour les années 1990](#) (1989); le document de la [Chambre de commerce](#) intitulé *Objectif 2000: rapport du groupe de travail sur l'éducation et la*

formation (1989); le rapport du [Economic Council of Newfoundland and Labrador](#), *Education and Labour Market Training: Pre-requisites to Economic Development in Newfoundland and Labrador* (1990). Le [Conseil du premier ministre de l'Ontario](#) a publié un rapport intitulé *People and Skills in the New Global Economy* (1990).

Aux [États-Unis](#), le *Economic Report of the President Transmitted to the Congress* (1990) contient une longue section sur l'enseignement et la formation. La [Commission on Workforce Quality and Labor Market Efficiency](#) s'est aussi penchée sur l'enseignement et la formation dans son rapport intitulé *Investing in People: A Strategy to Address America's Workforce Crisis* (1989). Il convient de mentionner aussi le rapport de [M.L. Dertouzos et al.](#), *Made in America: Regaining the Productive Edge* (1989).

Documents consultés

- CANADIAN BUSINESS TASK FORCE ON LITERACY. *Le coût de l'analphabétisme au Canada*, [Canada], février 1988.
- CARNEVALE, A. et L.J. GAINER. *The Learning Enterprise*, Washington, D.C.: U.S. Department of Labor; Alexandria, VA: American Society for Training and Development, 1989.
- CENTRE CANADIEN DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DE LA PRODUCTIVITÉ. *Position des dirigeants des milieux d'affaires et des syndicats sur la formation et l'éducation*, Ottawa, janvier 1990.
- ---. *Rapport du Groupe de travail patronal/syndical sur l'adaptation: travaillons ensemble à gérer le changement*, Ottawa, janvier 1989.
- ---. *Rapport des groupes de travail du CCMTP sur la stratégie de la mise en valeur de la main-d'œuvre*, Ottawa, 1990.
- CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA. *Objectif 2000: rapport du groupe de travail sur l'éducation et la formation*, Ottawa, août 1989.
- CHARRON, M. et al. *Surplus et pénuries de main-d'œuvre prévus au Québec et dans ses régions pour 1990*, Montréal, Ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle, 1989.
- COMMISSION ON WORKFORCE QUALITY AND LABOR MARKET EFFICIENCY. *Investing in People: A Strategy to Address America's Workforce Crisis*, Washington, D.C., U.S. Dept. of Labor, 1989.
- CONSEIL CONSULTATIF SUR L'ADAPTATION (CANADA). *S'adapter pour gagner: rapport du Conseil consultatif sur l'adaptation*, Ottawa, mars 1989.
- DERTOUZOS, M.L. et al. *Made in America: Regaining the Productive Edge*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1989.
- DES LAURIERS, B. «Functional Illiteracy in Canadian Business», *Canadian Business Review*,

- vol. 16, n° 4, Ottawa, Conference Board of Canada, 1989, pp. 36-39.
- ECONOMIC COUNCIL OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR. *Education and Labour Market Training: Pre-requisites to Economic Development in Newfoundland and Labrador*, St-Jean, Terre-Neuve, 1990.
 - EMPLOI ET IMMIGRATION CANADA. *Emploi-avenir: perspectives professionnelles jusqu'à 1995*, édition 1988-89, Ottawa, 1987.
 - ---. *Le Nouveau mode d'emploi: énoncé de politique: une stratégie de mise en valeur de la main-d'œuvre canadienne*, Ottawa, avril 1989.
 - ---. *Le Nouveau mode d'emploi: profil de la croissance du marché du travail*, Ottawa, avril 1989.
 - INSTITUT POUR L'ENSEIGNEMENT DES MÉTHODES DE DIRECTION DE L'ENTREPRISE et WORLD ECONOMIC FORUM. *The World Competitiveness Report, 1990*, Lausanne, Switzerland, IMEDE, 1990.
 - MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE. *S'adapter aux changements: un aperçu des questions relatives au marché du travail en Ontario*, Toronto, Groupe de recherche sur le marché du travail, 1988.
 - MONTIGNY, G. *L'enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement: capacités de lecture*, Ottawa, Statistique Canada, avril 1990.
 - ONTARIO. PREMIER'S COUNCIL. *People and Skills in the New Global Economy*, Toronto, Queen's Printer for Ontario, 1990.
 - QUÉBEC. MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DE LA SÉCURITÉ DU REVENU ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE. *Partenaires pour l'avenir: stratégie d'adaptation et de mise en valeur des ressources humaines pour les années 1990*, document préparé au nom des provinces et territoires, Québec, novembre 1989.
 - SHARPE, A. «Les défis pour le Canada dans le domaine de l'enseignement et de la formation», *L'éducation et la formation à l'heure de la compétitivité internationale*, Actes du colloque annuel de l'Association des économistes québécois, Hull, 19-20 avril 1990. À venir.
 - STATISTIQUE CANADA. *Moyennes annuelles de la population active*, hors série, catalogue 71-529, Ottawa, avril 1983.
 - ---. *Rapport: enquête sur la formation et le développement des ressources humaines*, Ottawa, 1989.
 - ---. *La population active*, mensuel, catalogue 71-001, Ottawa, janvier 1990.
 - THE CREATIVE RESEARCH GROUP LTD. *Literacy in Canada: A Research Report prepared for Southam News*, Ottawa, Ontario, Toronto, 1987.
 - UNITED STATES. Council of Economic Advisers. «Annual Report of the Council of Economic Advisers», *Economic Report of the President Transmitted to the Congress*, Washington, D.C., Government Printing Office, 1990.

Auteur

Andrew Sharpe est au service de chef de recherche au Centre canadien du marché du travail et de la

productivité.

Source

L'emploi et le revenu en perspective, Hiver 1990, Vol. 2, n° 4 (n° 75-001-XPf au catalogue de Statistique Canada).



Tableau 1

Répartition en pourcentage de la population âgée de 16 à 69 ans, selon les différents niveaux d'aptitude à la lecture, 1989

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Les deux sexes*	7	9	22	62
Hommes	5	9	23	63
Femmes	5	10	22	63
16-24 ans	1	5	23	71
25-34 ans	2	5	17	76
35-54 ans	4	10	23	63
55-69 ans	15	21	29	36
Aucune scolarité ou études primaires seulement	27	33	28	12
Études secondaires partielles	3	13	35	48
Diplôme d'études secondaires	--	6	22	70
École de métiers	--	--	25	63
Études collégiales	--	--	15	81
Études universitaires	--	--	8	89
Nés au Canada	3	9	22	66
Immigrants	14	14	24	48

Source: Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement.

** Les personnes qui ont déclaré n'avoir aucune aptitude en ni l'une ni l'autre des langues officielles du Canada sont incluses au niveau 1. Elles sont exclues de toute autre caractéristique de ce tableau.*

Niveau 1 Les personnes de ce niveau ont de la difficulté à utiliser des documents imprimés et sont les plus susceptibles de déclarer ne pas être capables de lire.

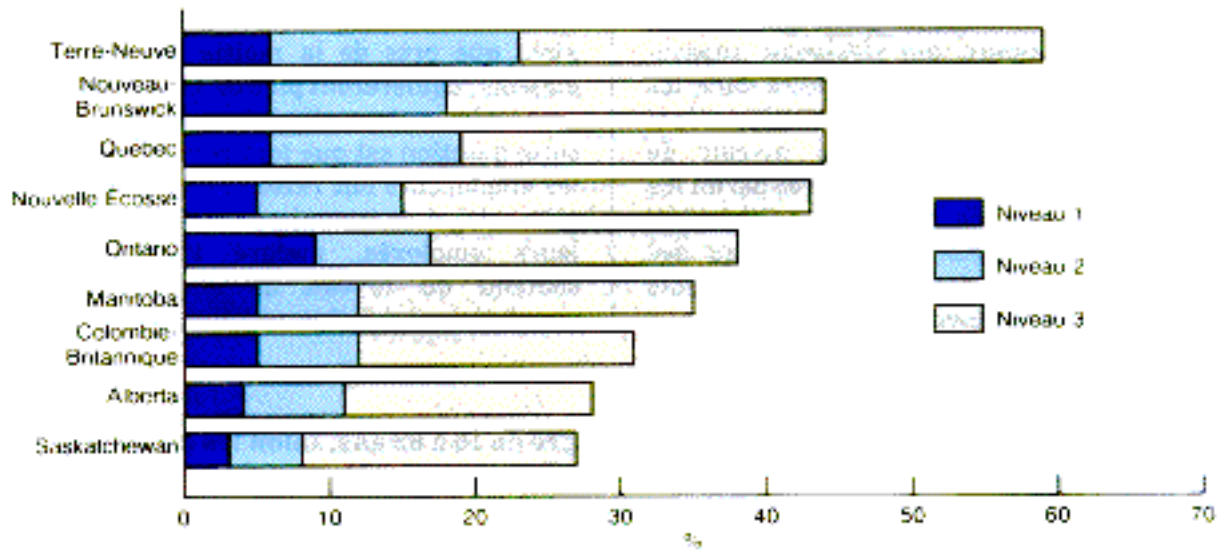
Niveau 2 Les personnes de ce niveau ne sont capables d'utiliser des documents imprimés que pour accomplir des tâches élémentaires comme repérer un mot familier dans un texte simple.

Niveau 3 Les personnes de ce niveau peuvent interpréter des textes imprimés dans un certain nombre de situations à condition que ceux-ci soient clairs et bien présentés et que les tâches à accomplir soient simples.

Niveau 4 Les personnes de ce niveau sont capables de faire face à la plupart des exigences de la vie quotidienne en matière de lecture. Ce groupe présente des caractéristiques diverses et démontre une certaine polyvalence dans ses capacités de lecture.

Pourcentage des personnes âgées de 16 à 69 ans avec capacité de lecture des niveaux 1, 2 et 3, 1989

Le pourcentage de personnes avec des capacités limitées de lecture varie considérablement d'une province à l'autre.



Source: Enquête nationale sur les capacités de lecture et d'écriture

Note: Les données de l'île-du-Prince-Édouard comportent un niveau trop élevé de variable d'échantillonnage pour permettre leur diffusion

Tableau 2

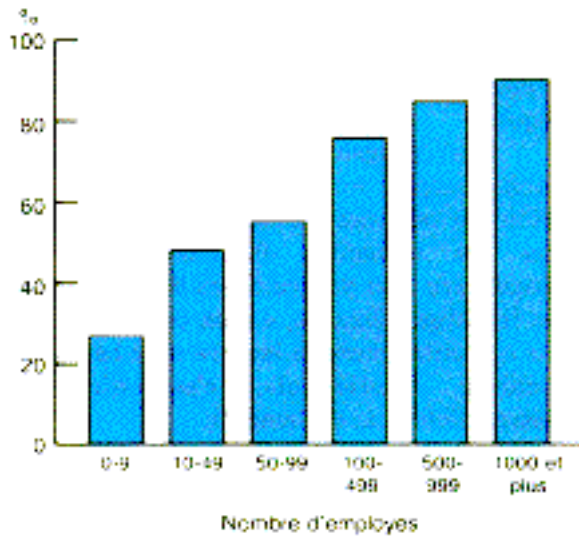
Participation et dépenses de formation, selon la taille de l'entreprise, 1986-1987

Nombre d'employés	Ensemble des entreprises %	Nombre de participants par 100 employés	Dépense moyenne par participant \$
Toutes tailles	100	27	570
0-9	83	18	760
10-49	15	19	540
50-99	1	15	490
100-499	1	20	540
500-999	--	32	610
1,000 ou plus	--	48	540

Source: Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines

Proportion des compagnies offrant de la formation selon la taille de la compagnie, 1986-87

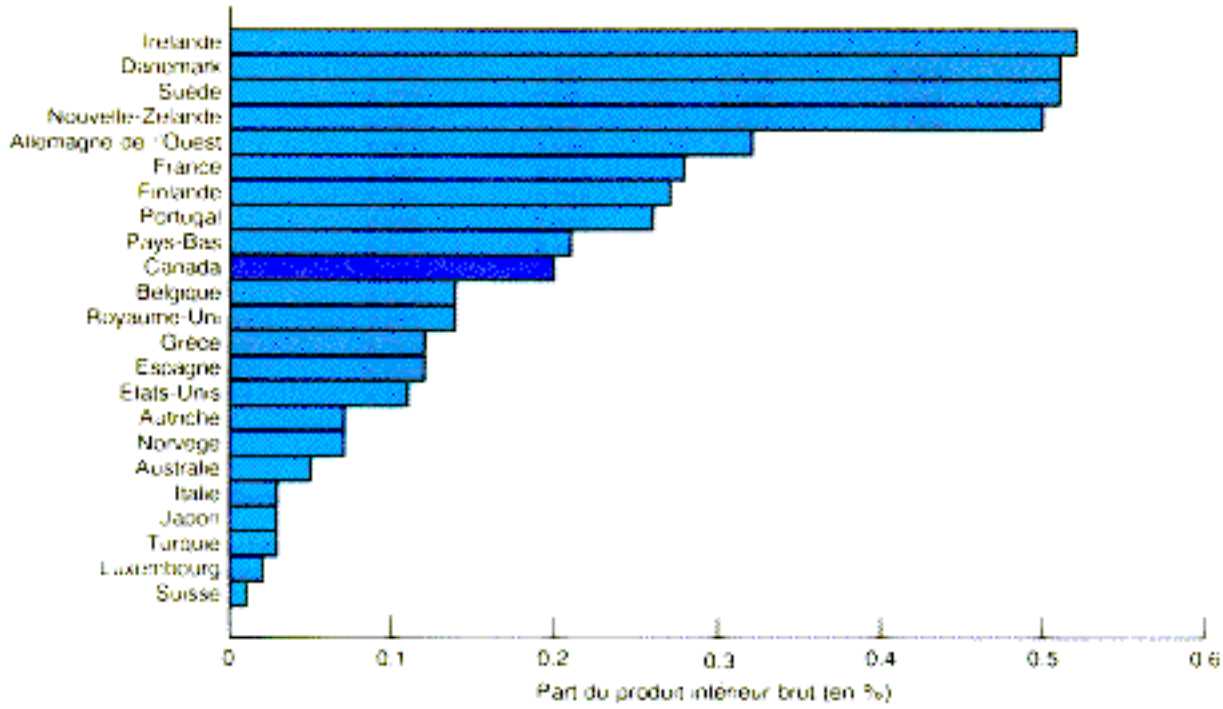
Plus la taille de la compagnie est grande, plus forte est la propension à offrir de la formation à ses employés.



Source : Enquête sur la formation et le développement des ressources humaines

Dépenses publiques allouées à la formation des adultes sur le marché du travail dans les pays de l'OCDE, 1988

Le Canada était classé dixième des pays offrant de la formation liée au marché du travail en 1988.



Source: OCDE Perspectives de l'emploi, juillet 1989

Tableau 3

Planification de l'emploi: dépenses nationales de formation, 1976-1977 à 1989-1990

Année financière	Total ¹	Soutien du revenu ²	Aide à l'industrie	Achat direct de	Intégration professionnelle ⁴	Autres ⁵
				cours ³		
\$ millions						
1976-77 ⁶	545	200.2	59.5	265.5	...	19.8
1977-78 ⁶	588.6	209.7	76.7	282.4	...	19.8
1978-79 ⁶	635.1	219.7	83.7	300.9	...	30.8
1979-80	669.7	221.5	102.1	320.3	...	25.8
1980-81	770	261.4	113.6	366.4	...	28.6
1981-82	829.8	272.2	137.7	403.7	...	16.2
1982-83	925.9	315.0	110.2	469.8	...	30.8
1983-84	1,021.3	337.2	131.2	505.8	...	47.1
1984-85	1,096.7	335.4	156.3	501.6	6.8	96.6
1985-86	1,055.8	372.3	76.4	510.8	42.2	54.1
1986-87	1,123.6	417.8	58.1	479.1	124.5	44.1
1987-88	1,055.1	398.5	60.5	437.8	130.6	27.7
1988-89	1,024.2	392.7	74.7	399.2	140.8	16.8
1989-90	1,122.3	454.2	81.7	449.4	132.8	4.2

Source: Données non publiées fournies par Emploi et Immigration Canada

¹ À l'exclusion du programme fédéral d'emploi d'été pour étudiants DÉFI.

² Y compris l'Option achat direct – Indemnités d'allocation et l'utilisation des fonds d'assurance-chômage en vertu de l'article 26.

³ Y compris l'achat de cours d'apprentissage, de cours de formation et d'autres genres de cours tel que les cours de langue, de compétences de base de la vie et d'orientation professionnelle. Comprend aussi les Groupes coordonnateurs. Comprend aussi les Groupes coordonnateurs. Sont exclus les frais d'administration des provinces.

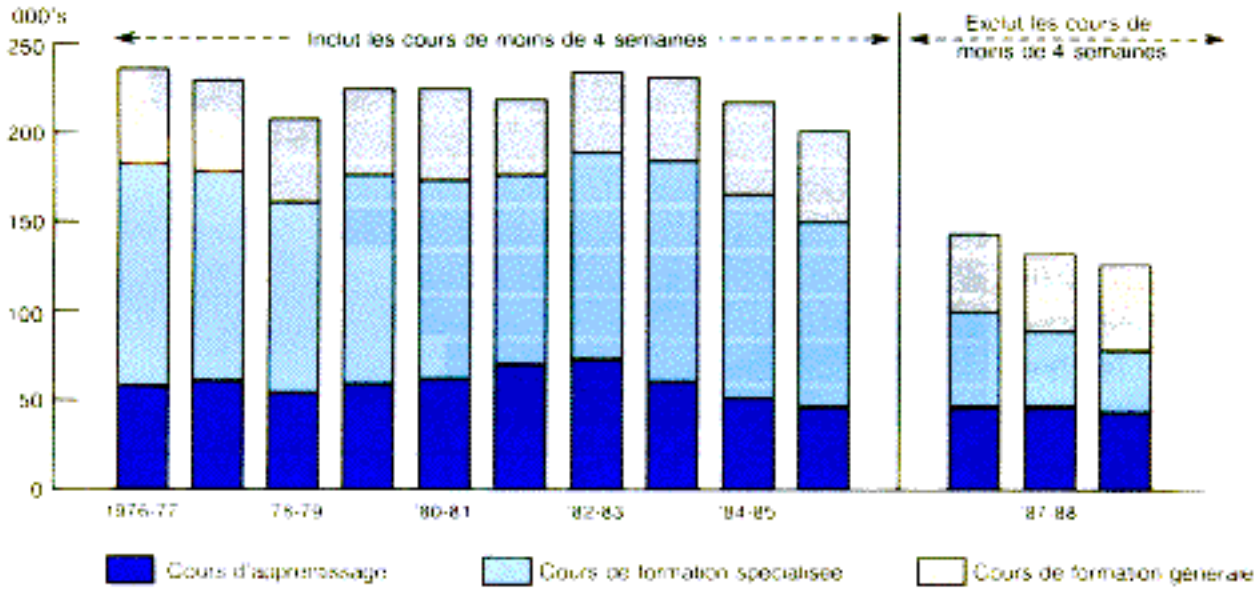
⁴ Y compris l'option de formation de la jeunesse (OFJ) pour 1984-1985 seulement et les nouveaux Programme d'intégration professionnelle et OFJ pour 1985-1986. Pour les années 1986-1987 à 1989-1990, l'Option – Intégration et l'Option – Reintégration sont incluses.

⁵ Y compris les programmes de soutien à la formation tels la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles, le Fonds de fiducie pour la formation, les Subventions aux provinces et les frais d'administration des provinces (ces derniers pour la période 1976-1977 à 1985-1986).

⁶ À l'exclusion du Programme de perfectionnement de la formation.

Inscription aux cours de formation en établissement parrainés par le gouvernement fédéral

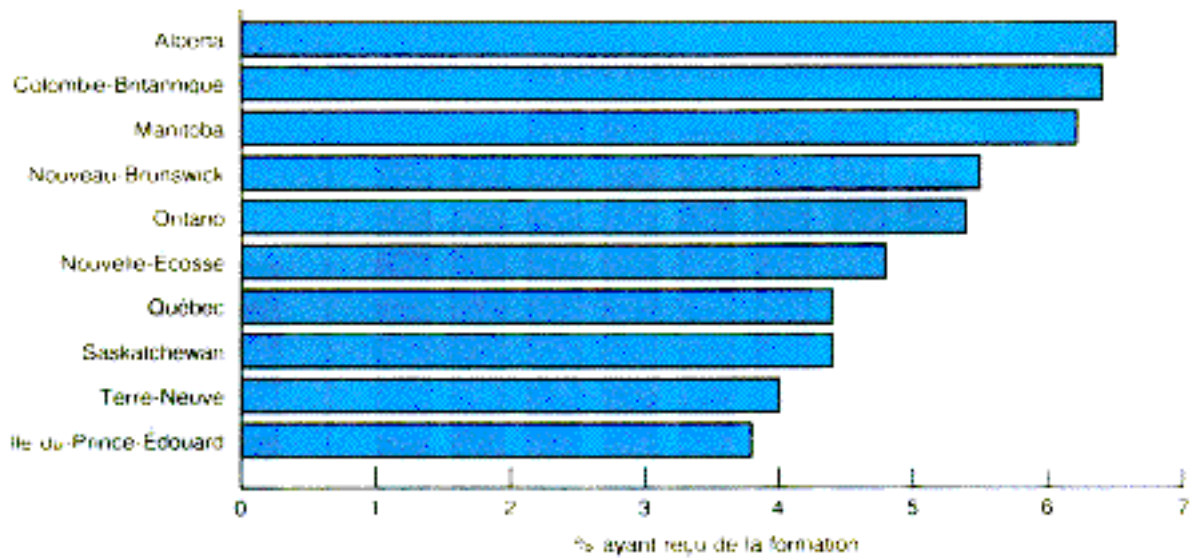
Les inscriptions aux cours de formation en établissement parrainés par le gouvernement fédéral ont chuté depuis le milieu des années 1980.



Source: Données non publiées d'Emploi et Immigration Canada

Fréquence de la formation selon la province pour les personnes âgées de 16 à 69 ans, 1987

La fréquence de la formation est plus forte dans l'ouest canadien.



Source : Enquête sur l'activité

Tableau 4

Proportion de personnes ayant reçu de la formation, selon des caractéristiques personnelles, 1987

	Personnes ayant reçu de la formation* Répartition %	
Les deux sexes	5.3	100.0
Hommes	5.8	49.1
Femmes	4.8	50.9
Activité en 1987		
Occupés/sans chômage	6.0	64.8
Occupés/avec chômage	8.3	12.1
Chômeurs/sans emploi	6.6	2.6
Inactifs	1.0	20.5
Âge		
16-24 ans	7.0	20.4
25-44 ans	6.9	46.6
45-54 ans	3.5	14.6
55-69 ans	1.0	18.5
Niveau de scolarité		
Aucune scolarité/études primaires seulement	1.0	14.6
Études secondaires (partielles/terminées)	4.9	49.4
Études postsecondaires partielles	7.8	10.5
Certificat/diplôme d'études postsecondaires	7.3	13.3
Grade universitaire	7.8	12.3
Minorité visible		
Oui	4.5	7.4
Non	5.3	92.6
Langue maternelle		
Anglais	6.0	59.0
Français	4.8	26.2
Autre	3.1	14.8
Pays d'origine		
Canada	5.7	82.1
Autre	3.5	17.9

Source: Enquête sur l'activité, données calculées par le Centre canadien du marché du travail et de la productivité

** Comprend les personnes qui ont participé à un programme de formation professionnelle, de rattrapage scolaire ou d'initiation à la vie professionnelle parrainé par Emploi et Immigration Canada en 1987 et les personnes qui ont suivi tout autre cours de plus de 25 heures dans le but d'acquérir de nouvelles compétences ou d'obtenir un nouvel emploi en 1987.*

Tableau 5

Facteurs jugés essentiels par les dirigeants patronaux et syndicaux pour accroître la compétitivité du Canada

	Dirigeants patronaux	Dirigeants syndicaux
	%	
Total	100	100
Formation et enseignement	35	38
Réduction des déficits publics	16	0
Augmentation des dépenses de recherche et développement	14	26
Augmentation des exportations	10	10
Dollar canadien au-dessous de 0.85\$ us	8	4
Politiques industrielles	7	5
Réduction de la réglementation	3	0
Participation des salariés	3	0
Taxes à la consommation	2	0
Baisse des taux d'intérêt	1	17

Source: Position des dirigeants des milieux d'affaires et des syndicats sur la formation et l'éducation, Centre canadien du marché du travail et de la productivité, janvier 1990. Cette enquête a été réalisée au printemps 1989.